



Les citoyens sont-ils égaux devant l'impôt?



REUNION PUBLIQUE

Vendredi 4 avril 2025 à 18h30

Salle Place de l'Angla à VALENTINE

*Conférence—débat animée par M. Christian TERRANCLE
Membre du syndicat Solidaires Finances Publiques
et d'ATTAC*



L'URGENCE POUR UNE POLITIQUE FISCALE PLUS JUSTE



Nous sommes tous soumis à ce que l'on appelle les **Prélèvements Obligatoires** qui regroupent les impôts et taxes d'un côté et les prélèvements sociaux de l'autre.

Employés, ouvriers, artisans, agriculteurs exploitants, commerçants, chefs d'entreprise, autoentrepreneurs, retraités et même chômeurs..., **nous sommes tous assujettis à l'impôt sur le revenu**, sans forcément le payer.

Mais surtout **nous payons tous la TVA** qui est l'impôt qui nous touche le plus. Et puis nous sommes assujettis à d'autres impôts locaux ou nationaux et à des cotisations et contributions sociales : assurance maladie, retraite, assurance vieillesse, allocations familiales, formation professionnelle, C.S.G., C.R.D.S...

LA FRANCE INSOUMISE.FR **REJOIGNEZ
LA FRANCE INSOUMISE!**



Dans ce cadre, les impôts indirects pèsent plus lourds que les impôts directs mais... on ne les voit pas... et de plus, **nous ne sommes pas tous égaux face à l'impôt.**

En effet, le législateur a multiplié les mécanismes de réduction d'impôt visant à permettre aux grandes entreprises et aux plus fortunés d'abaisser leur niveau de prélèvement.

Par exemple en France, le nombre de niches fiscales est passé de 320 en 1981 à 467 en 2024 et représentent près de 90 milliards d'euros de dépenses fiscales.

Ces niches fiscales, nombreuses et complexes, permettent aux plus aisés « d'optimiser leur fiscalité » et ainsi d'abaisser considérablement leurs impositions quand les plus modestes y consacrent une part très importante de leurs revenus, en particulier via la TVA.

Des dizaines de milliards d'euros de recettes supplémentaires pourraient être apportés par une **fiscalité plus juste** avec, par exemple, **la révision des niches fiscales et la taxation des superprofits et des gros héritages**, somme suffisante pour restaurer et renforcer les services publics et s'attaquer aux inégalités et cela, sans creuser le déficit public.

En ce début d'année de forts débats politiques sur le projet de loi de finances pour 2025, deux questions sont au cœur des discussions politiques ou médiatiques :

- doit-on **réduire de façon drastique les dépenses de l'Etat** quelles qu'en soient les conséquences économiques et sociales ? Ou
- doit-on **augmenter les recettes en taxant les plus fortunés et les grandes entreprises et en réformant le système fiscal ?**

Venez nombreux

Cette réunion publique vous apportera des réponses, explications et solutions à toutes les questions que vous vous posez sur l'impôt.

LA FRANCE INSOUMISE.FR **REJOIGNEZ**
LA FRANCE INSOUMISE !

